

Un autre regard sur le chômage

Autor(en): **Noschis Kaj**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **54 (1996)**

Heft 4: **Compétitivité et cohésion sociale**

PDF erstellt am: **18.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-140534>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

UN AUTRE REGARD SUR LE CHÔMAGE

Kaj NOSCHIS
Comportements
Lausanne

1. Points de vue

"La polarisation entre riches et pauvres s'accroît et le nombre de pauvres s'accroît. Tout en augmentant la capacité de production de biens, le besoin en nombre de travailleurs diminue et le nombre de chômeurs augmente." Ces considérations sur notre société occidentale que nous entendons souvent aujourd'hui sont celles qui suscitent la plus grande inquiétude. Devant celles-ci les réactions sont diverses. Rappelons ici les attitudes plus courantes, en les caricaturant quelque peu pour les besoins de la démonstration. Interrogeons-nous ensuite sur la possibilité de regarder la situation autrement.

Il y a tout d'abord deux points de vue qui s'opposent et que nous pourrions appeler l'optimiste et le pessimiste. Le premier est celui d'une grande confiance dans l'économie de marché et sa "capacité d'autocorrection": la crise est vue comme un phénomène, certes grave, mais passager. Dans une situation de crise l'initiative des hommes trouve toujours des remèdes, les gens "ne restent pas les bras ballants". Les nouvelles technologies et l'ouverture des marchés d'une part, l'émergence de valeurs de vie alternatives (p.ex. écologie, "small is beautiful") d'autre part, offrent des possibilités de développement économique et d'organisation sociale que nous ne soupçonnons même pas encore. Elles s'affirmeront et constitueront une réponse adéquate aux défaillances actuelles. Selon ce point de vue, les crises de notre société sont cycliques, elles ont évidemment des conséquences graves pour nombre de gens, mais c'est encore le moindre mal.

Le deuxième point de vue est pessimiste. La crise que nous vivons est structurelle et la direction que nous avons donnée au développement de notre société ne peut qu'augmenter ses maux. L'automatisation toujours plus sophistiquée de la production de biens et de services ne fait qu'amplifier la paupérisation d'une partie de la population qui est en même temps en train de se faire marginaliser de plus en plus (en marge des circuits de production mais aussi des circuits de consommation et de décision). Par ailleurs, l'ouverture des marchés déplacera de plus en plus la production vers des régions à bas coût et ne pourra qu'empirer le chômage dans la société occidentale. La redistribution d'avoirs à travers les allocations et indemnités engendre un coût qui va de-

venir de plus en plus lourd; à un moment donné elle aura des effets de blocage sur la production même. En parallèle cette redistribution ne suffira pas à la longue pour les besoins de la population en dehors du système de production. Cette "masse de population" va un jour provoquer une explosion sociale ou alors il faudra un système policier de plus en plus présent pour contenir cette explosion.

Entre ces deux points de vue extrêmes - qui sont en même temps des scénarios que la plupart d'entre nous est probablement amené à imaginer comme pouvant se réaliser - il y a la place pour beaucoup de propositions pour atténuer les conséquences des considérations énoncées plus haut relatives à la paupérisation d'une partie de la population et au chômage qui ne diminue pas dans la mesure souhaitée. Ces propositions veulent tantôt stimuler l'initiative individuelle (encouragements à la production ou à la consommation, allègement de charges sociales), tantôt améliorer la condition des plus démunis par des dispositions sociales (indemnités, mesures de "réinsertion", cours de formation, aide matérielle). Il s'agit là de ce que nous pouvons appeler des réactions classiques dans notre société à économie de marché face à une telle situation: le point de vue de droite contre le point de vue de gauche. Chacun exprime sa priorité respective à l'intérieur du paradigme général d'une société vouée à la production et à la consommation toujours croissante de biens. D'ailleurs nous allons aussi dans ce texte nous en tenir à ce paradigme.

Du point de vue de la droite, la sortie de la crise repose sur la plus grande liberté possible laissée à l'initiative privée. Tout encouragement à ce sujet est le bienvenu, car il favorise la création d'emplois ou améliore la situation des plus démunis. La réponse aux difficultés actuelles est de continuer à favoriser l'initiative privée et sur le plan social de choisir les mesures qui, tout en posant le moins d'entraves à l'initiative individuelle, font le plus pour sauvegarder la cohésion sociale. L'accent est ici mis sur le dynamisme que constitue l'initiative privée pour la société dans son ensemble, sauvegarde par ailleurs de sa pluralité.

Du point de vue de la gauche, la priorité est de défendre et d'améliorer les acquis sociaux et toute mesure dans ce sens augmentera la confiance de la population dans notre société et l'incitera donc à s'investir pour renforcer la dimension communautaire de la société. Des mesures sociales doivent également empêcher la dégradation des conditions de vie des personnes démunies. La réponse aux difficultés actuelles est de demander les sacrifices nécessaires au monde de l'entreprise et aux contribuables pour empêcher des inégalités inacceptables dans le corps social, tout en essayant dans la mesure du possible de favoriser des mesures privées et publiques de création d'emplois. L'accent est ici mis sur la redistribution nécessaire des richesses par l'Etat pour que la société soit en mesure de fonctionner et de se développer.

Ces deux points de vue idéologiques s'affrontent journallement dans les instances politiques, dans les colonnes des journaux et il en est question sur les lieux de travail.

La situation individuelle de l'intervenant ou le groupe pour lequel il s'exprime dictera presque toujours son point de vue. D'ailleurs il ne s'agit pas seulement d'un débat car des mesures sont concrètement prises et appliquées. Nous assistons aussi à des affrontements entre groupes d'intérêt, entre employeurs et employés. Aujourd'hui il s'agit souvent d'affrontements stériles, car soit l'employeur impose ses conditions, soit il annonce brutalement la cessation ou le déplacement de l'activité. Dans ces cas l'Etat doit prendre la relève comme pourvoyeur d'indemnités. Néanmoins, ou peut-être justement parce qu'il s'agit là d'un scénario qui se repète fréquemment, beaucoup de gens commencent à penser qu'il y a quelque chose d'anachronique dans ce débat. On peut avoir l'impression qu'il y a quelque chose de vain dans les efforts faits. Le désintérêt de la population pour la politique va croissant alors que le sentiment d'une crise durable aux caractéristiques que nous avons énoncées plus haut ne cesse, lui aussi, de grandir.

2. Pourquoi parler d'une crise grave ?

Considérons d'abord les gens qui sont directement touchés. Premièrement, c'est l'extension de la pauvreté et du chômage qui sont graves. Deuxièmement, c'est le nombre important de personnes et de familles qui glisse progressivement dans des conditions de dépendance totale de l'aide publique et privée qui est grave, alors que jusque là ils n'en dépendaient pas. Leurs conditions de vie matérielle se détériorent, ce qui contribue à augmenter des situations de malheur et de désespoir existentiels. C'est le nombre de gens dans de telles situations qui devient toujours plus difficile à gérer de la part de la collectivité. Les réseaux de solidarité familiale et de voisinage s'étant effrités pendant les dernières décennies d'émancipation sociale, générationnelle et économique, il y a aujourd'hui un vide que seuls l'Etat et les structures caritatives peuvent remplir. Ils le font le mieux possible, mais avec le constat qu'ils sont de plus en plus sollicités - et débordés. Souvent ils n'arrivent plus à s'occuper de façon adéquate des situations qui se présentent. C'est aussi grave. Par ailleurs, ces situations sont mal vécues, la pauvreté - surtout pour quelqu'un qui s'y trouve nouvellement contraint - est un constat d'échec personnel, une honte. Celui qui se retrouve dans la condition de pauvreté a généralement perdu son emploi et désespère d'en retrouver. Il a épuisé les allocations de chômage, il est "en fin de droits". Il ne lui reste donc plus qu'à s'installer dans une condition d'assisté. Nous vivons malgré nous dans une vision du monde où nous considérons, sur un plan individuel, que notre insertion professionnelle, voire notre carrière, dépend pour l'essentiel de notre propre engagement et capacité. De son propre point de vue le chômeur est donc quelqu'un qui, après avoir "réussi" en obtenant sa place de travail, n'a pas réussi à confirmer ses potentialités, il a été exclu de sa place parce qu'il n'a pas réussi à démontrer son utilité. C'est ce sentiment d'inutilité, assorti du sentiment d'incapacité, qui fait le plus souffrir le chômeur. Lorsque le corollaire en devient progressivement la pauvreté, il s'agit d'une vraie descente aux enfers. C'est une spirale de rejet-culpabilité-incapacité qui se met en place avec des conséquences sur la santé mentale de la per-

sonne et des répercussions évidentes sur ses proches. L'extension de ce phénomène est un indicateur de la gravité de la crise actuelle. Or, cela a des conséquences même sur les personnes employées et qui ont un travail stable.

Pourtant, il y a une majorité de gens dans la société occidentale pour qui matériellement "les choses vont bien". Ceux-ci ont un travail ou une retraite, un niveau de vie qu'ils jugent eux-mêmes satisfaisant (même s'ils souhaitent l'améliorer), des biens privés et des services sociaux qui rendent leur existence matériellement satisfaisante. Rappelons aussi qu'il s'agit d'une grande variété de situations professionnelles et sociales, la variété des activités et des biens produits dans notre société sont d'ailleurs là pour le prouver. Cette population n'est pas directement concernée par la crise et pourrait à ce titre non seulement se désintéresser également du débat public, mais également vivre "comme si ce n'était pas si grave". Mais les informations sur le chômage et la paupérisation croissante d'une partie de la population se répercutent sur tous. L'extension de ces phénomènes est un sujet d'inquiétude générale et frappe les esprits. La consommation s'en ressent très directement, une attitude plus craintive face aux tâches professionnelles ou à l'envie d'innover et de changer, en sont des conséquences indirectes. C'est d'ailleurs à ce propos qu'on parle de cercle vicieux: plus on "sent" la crise plus on s'y enfère. Même les personnes qui ne sont pas directement concernées prennent peur, deviennent timorées, hésitantes et cela se ressent dans le climat et les prestations de travail ainsi que dans les habitudes de vie. Dans ce sens la crise est grave également par ses répercussions sur les gens qui ont un travail et des gains - même confortables. Car, rappelons enfin qu'il y a aussi une frange de la population qui ne subit nullement la crise et qui continue à vivre et à consommer. Elle n'est cependant pas suffisante en nombre et en pouvoir pour infléchir les tendances de fond ni pour constituer une image de stimulation. La morosité, voire la crainte, s'étendent.

3. Une perspective différente

On pourrait formuler l'hypothèse qu'aujourd'hui une partie importante, sinon la majorité de la population est dans une situation "d'attente". Attente que la crise passe, attente d'avoir de nouveau envie de consommer. Mais il est possible qu'il y ait en parallèle le pressentiment d'une remise en question plus fondamentale de l'orientation de notre société.

En son sein, il y avait quelque chose qui semblait linéaire (même s'il faut admettre que la durée à laquelle on se réfère dans ce cas ne dépasse pas les 40 ans) pour ce qui est de la progression du bien-être matériel et de la sécurité sociale. En parallèle, tant qu'il y avait encore en Europe une alternative idéologique claire entre capitalisme et communisme qui correspondait à une alternative de sociétés réellement existantes, on pouvait envisager une rupture dans l'orientation fondamentale de la société même. L'évolution donnait l'image d'une linéarité avec la possibilité d'une rupture. Aujourd'hui

tant la perspective de progression linéaire que la possibilité de rupture par choix idéologique ne semblent plus tenables. C'est peut-être une raison pour laquelle parler de remèdes qui renforcent la cohésion sociale ou la compétitivité peut paraître désuet.

En reconnaissant la contradiction entre l'admission de la gravité de la crise actuelle et le constat de la désaffection des gens pour le débat sur les remèdes, qu'ils soient d'orientation libérale ou socialiste, tentons néanmoins de poser un regard sur les deux thèmes cohésion sociale et compétitivité. Cherchons une perspective qui pourrait toucher également cette frange - au demeurant importante - de la population pour qui l'espoir n'est pas ou plus dans des choix politiques.

4. Perspective sur les chômeurs.

Il est communément admis aujourd'hui que la cohésion sociale s'effrite, que le dialogue entre groupes sociaux tourne à l'affrontement. En même temps la menace de la mise au chômage plane sur tout conflit relatif à l'emploi. La faiblesse des instances qui défendent les employés ou les ouvriers dans ces situations de conflit est l'épouvantail du chômage. Or, de manière générale la tendance de fond est celle de moins de gens pour plus de production. Demandons-nous alors s'il n'est pas possible de voir cette direction comme positive, contrairement à toutes les prises de position dans le débat sur la cohésion sociale. En théorie, lorsqu'on a besoin de moins de gens pour les mêmes résultats, il devient possible pour ceux-ci de faire autre chose que de travailler. D'ailleurs, nombre de personnes affirment en privé qu'ils se réjouissent d'arriver à l'âge de la retraite pour pouvoir faire des choses qui les intéressent, mais qu'ils ne trouvent pas le temps de faire tant qu'ils travaillent. Dès lors, pourquoi prôner des postes de travail même disqualifiantes et mal payés pour les personnes concernées ? N'est-ce pas plutôt une position de repli parce que la condition de chômeur est considérée comme encore plus inacceptable.

Or, notre société, et probablement toute société, a toujours connu et perpétué l'existence d'un certain nombre de gens sans travail (inaptes, momentanément incapables ou appartenant à des catégories de la population qui "n'ont pas besoin de travailler"). La société les intègre de diverses manières. Ce qui est en apparence nouveau avec la situation actuelle est de nous trouver avec beaucoup de gens qui sont aptes au travail et désireuses de travailler, mais qui ne trouvent pas de débouché. Ceux-ci vont être de plus en plus nombreux. Certains chômeurs arrivent à vivre constructivement cette condition en se formant, en se cultivant, en s'adonnant à des activités d'aide ou de loisir non-rétribuées. D'autres se morfondent dans leur condition d'exclus du "monde actif". Pour tous, il y a l'inquiétude de la pauvreté qui se transforme en angoisse lorsque l'on est "en fin de droits". Vu de cette façon, le problème est double pour le chômeur: la peur de ne plus avoir de gains du tout un jour et d'autre part la coupure avec le "monde actif".

Imaginons de changer de regard sur le groupe constitué par les chômeurs: ce n'est pas une preuve de dysfonctionnement de notre société, mais une de ses nouvelles formes d'organisation.

Explorons un parallèle historique avec les moines du moyen âge¹ et leur lieu de vie, les monastères et - pour les femmes - les couvents. Il s'agit de gens qui passaient l'essentiel de leur temps à prier et à mener des activités qui leur permettaient de subsister. Il y avait aussi pour une partie d'entre eux des tâches d'aide aux démunis et de service dans l'Eglise. Il s'agissait souvent de gens lettrés, voire cultivés, qui ne contribuaient pourtant pas au "monde actif" au sens où nous l'entendons aujourd'hui. Les monastères étaient des lieux refermés sur eux-mêmes et les moines formaient des communautés dont l'activité essentielle, la prière, ne peut pas être qualifiée de productive. On devenait moine par choix mais souvent aussi par nécessité - c'était le moyen d'avoir un logement et de la nourriture. Aujourd'hui nous portons un regard mêlé sur ces communautés: nous admirons leur dévouement à la prière et leur abnégation, nous sommes interloqués que de telles énergies - physiques et psychiques - aient été consacrées à une cause aussi peu productive. Mais, rappelons-nous que la société de l'époque ne contestait pas l'existence des monastères ni des communautés religieuses, ils allaient de soi et étaient des composantes de la société. Dans une société croyante, la prière avait en plus sa place nécessaire - elle était un lien entre les gens et Dieu, lien qui donnait le sens essentiel à la vie. Le statut de moine était reconnu et important. Nous pourrions même aller jusqu'à dire que la société du moyen âge a suscité les monastères. Or, avec les transpositions qui s'imposent dans une société laïcisée, ne pourrions-nous pas imaginer et même demander que les chômeurs dans notre société aient le même rôle et statut que les moines dans la société médiévale ?

Il s'agit d'un groupe de gens qui n'est pas dans le circuit de production. Ces personnes pourraient néanmoins avoir un statut respectable dans la communauté et pour celle-ci. Leur activité principale ne serait plus de prier mais de suivre des programmes de formation. Ils auraient en parallèle des tâches de service. Au fond, leur statut répondrait à une ambition poursuivie par notre société - celle de ne pas concentrer toutes ses énergies dans le travail pour pouvoir se consacrer à d'autres activités intéressantes. Le critère avec lequel ces gens sont choisis est indépendant de la volonté de la personne elle-même. C'était également le cas pour nombre de moines. Ces personnes seraient désignées pour ne plus continuer dans leur tâche actuelle, mais pour se former à une autre. La formation remplacerait la prière. Cette condition pourrait être ressentie comme une obligation, mais la prière l'était également pour beaucoup de moines. Il y aurait en plus la possibilité pour ces personnes de se retrouver dans un circuit de production lorsque

¹ "A partir du milieu du X^e siècle, les fondations de nouveaux monastères se multiplièrent et le nombre des moines augmenta plus rapidement encore; à aucune époque en Occident les moines ne furent plus influents." (J. Dubois, *Monachisme*, Encyclopedia Universalis, Paris, 1968).

les circonstances y seraient favorables. Leur statut serait donc moins permanent que celui des moines. Ils seraient un réservoir de notre société, réservoir qui vivrait et se développerait comme la vie dans un monastère. Le lieu actuel ne serait pas un monastère car nous parlons de gens dont un grand nombre a charge de famille, mais leur statut pourrait être comparable. En parallèle ils auraient dans le quotidien des tâches utiles à la communauté, comme les moines, et rétribués à ce titre par la communauté même. La différence avec les moines est que la formation suivie en parallèle pourrait les amener à reprendre une place dans le monde de la production. Dans ces conditions, le fait de se retrouver au chômage ne serait plus une fatalité, mais une des conditions qui peut se présenter aux membres de notre société.

5. Compétitifs, mais comment ?

Aujourd'hui le coût et la quantité de travail humain nécessaire à la production est la question essentielle. Or, le coût du travail en Europe est beaucoup plus élevé qu'ailleurs. Quant à la quantité de travail humain, elle peut être réduite par l'automatisation. Il est donc évident que, dans un marché libre et global, le travail de production sera de plus en plus déplacé vers des régions à bas coût de main d'oeuvre et que, par ailleurs, l'automatisation de la production sera poursuivie et augmentée. Les chefs d'entreprise délocalisent et automatisent même malgré eux. Le marché voit favorablement ces mouvements de délocalisation. Ce n'est pas le soutien à la production locale qui va changer cette tendance de fond. Pour des tâches simples et non qualifiées la machine coûtera de moins en moins cher que le travail humain. Mais alors comment des activités localisées ici peuvent-elles demeurer compétitives? Les possibilités sont soit de prendre des dispositions protectionnistes (barrières douanières, contingentement des importations, etc.), soit de réorienter la production elle-même. Dans un marché global, les mesures protectionnistes sont un retour en arrière et seront de plus en plus difficiles à mettre en oeuvre sans danger d'être contournées. Il est donc important de se tourner vers l'autre possibilité dont il est aussi beaucoup question actuellement, celle d'activités "à forte valeur ajoutée". C'est ici que nous pouvons peut-être trouver une perspective sur le maintien de la compétitivité de l'activité productive dans notre société. Si de toute façon la fabrication de produits cherchera toujours la main d'oeuvre la meilleur marché, l'avenir pour le travail (le nombre de personnes engagées) de notre société occidentale ne peut pas être dans cette activité. Bien entendu il restera toujours un nombre important de tâches de services qui ne demandent pas de qualification particulière, mais le personnel engagé dans ces activités n'est pas suffisant pour empêcher l'augmentation du chômage dans le monde occidental. D'autre part, une baisse générale des salaires au niveau de ceux pratiqués ailleurs dans le monde ne ferait qu'accentuer la polarisation entre riches et pauvres avec l'accentuation des problèmes qui nous perturbent déjà. Il faut donc développer des activités pour lesquelles il est acceptable que le travail soit chèrement payé. Il s'agit forcément de tâches plus exigeantes, d'artisanat, de conception, de mise au point,

de fabrication avec un savoir pointu, de stratégie, d'innovation de produit, de recherche, d'évaluation ou alors de direction et de décision. Nous arrivons ainsi à mettre le doigt sur la formation. A notre sens, le système de formation est un des grands atouts du monde occidental - la scolarisation généralisée, la variété et le niveau des filières de formation, la sélection des étudiants. Un changement notable par rapport à la situation et aux tendances actuelles de notre société ne peut avoir lieu qu'en multipliant à la fois les tâches exigeantes et les filières de formation qui permettent d'y répondre. Il est vrai que c'est une des réponses que l'on cherche à donner à la crise actuelle, celle d'investir dans les cours de formation ou de réorientation professionnelle.

Mais il est possible de souscrire à cette tendance de manière plus poussée: inciter plus de chômeurs à suivre des cours de formation, les pousser à se réorienter et à se perfectionner et mettre toutes les ressources collectives disponibles dans cette option. Il s'agit donc également de préparer des enseignants pour ces tâches. En même temps il est alors important de favoriser les entreprises et sociétés qui souscrivent à cette option de travail qualifié, de recherche et d'innovation. C'est un choix qui ne portera ses fruits qu'à plus long terme, comme tout investissement dans l'avenir. Il doit aussi être admis que toute personne formée ne trouvera pas du travail. Mais ces personnes, pendant qu'elles suivent une formation, pourraient avoir un revenu, une sorte de revenu étudiant, garanti par la collectivité en échange de "petits boulots". Car, comme nous l'avons dit, il reste malgré tout un nombre important de tâches de service à accomplir, qui sont le plus généralement en faveur de la collectivité. En même temps les gens s'engagent à poursuivre des formations. Or, une personne en formation a une image beaucoup plus positive d'elle-même qu'une personne qui se perçoit uniquement comme écartée par le chômage. Elle a par ailleurs une prise de conscience sur beaucoup de questions, elle est intéressée à suivre l'évolution de la société, à la comprendre, à l'analyser, à la commenter.

Elle participe au lieu de craindre. En même temps il y a de bonnes raisons de penser que l'investissement sera fructueux à plus long terme. Beaucoup de personnes découvrent de leur propre initiative des possibilités d'activités nouvelles, pour ne pas dire des vocations, à travers et au cours d'études. Par ailleurs, nombre d'entreprises, tout en déplaçant une partie de l'activité productive vers des pays à moindre coût essayent en parallèle de développer ici la recherche et le développement de produits, voire la production d'articles sophistiqués, ainsi que des tâches plus stratégiques. Cela crée donc aussi des opportunités de travail. Les personnes nouvellement formées ou en formation à un moment donné peuvent donc revenir dans le circuit de production avec un projet, une idée utile à la communauté ou intéressante pour le marché soit par la création de nouvelles sociétés ou alors appelés par les nouvelles tâches des entreprises existantes. Il faut évidemment des dispositions légales qui facilitent ce passage, indépendamment de l'âge, de l'emploi précédent, etc. de la personne. Pour beaucoup plus de personnes qu'aujourd'hui il s'agit alors d'avoir la souplesse de passer alternativement du statut de

"personne en formation" à celui "d'exerçant une activité productive". En somme la proposition que nous formulons pour notre société est celle d'accepter et même d'encourager une catégorie de gens avec un statut mouvant (tantôt travail tantôt formation) mais qui se différencie clairement de celui d'incapable au travail.

6. Conclusion

Notre société s'interroge aujourd'hui sur la non-utilisation de beaucoup de ses ressources humaines et sur la dévalorisation de beaucoup de ses membres. Cela accentue le malaise des chômeurs, mais également chez un grand nombre de personnes employées qui redoutent de se trouver bientôt victimes de restructurations ou de délocalisations.

En acceptant que nous sommes une société qui engendre des chômeurs - au même titre que la société du moyen âge engendrait des moines - nous pouvons porter un regard différent sur ce phénomène. Il ne s'agit plus tant de se battre entre solutions de gauche et de droite pour diminuer le nombre de chômeurs, mais d'y voir une force sociale qui tantôt se forme tantôt contribue à la production. Le chômeur - comme le moine - aura été désigné pour ce statut suite à des circonstances qui lui échappent le plus souvent, mais il est considéré comme une figure nécessaire de la société. Si le chômeur est dirigé vers une formation, et en parallèle vers des "petits boulots" comme un étudiant - retribué par la société - et que sa formation lui permet de se retrouver périodiquement dans le circuit de production, le regard que nous portons sur le chômage pourrait considérablement changer.

Pour ce qui est du financement, il s'agit essentiellement de l'utilisation de fonds de l'assurance chômage d'après des critères qui donneraient la priorité à la formation et à la rétribution des tâches de service effectuées en parallèle. En termes de charges sociales, cette option ne serait probablement pas plus chère que ce que nous payons aujourd'hui pour le maintien de la cohésion sociale ou de ce qu'il en reste.

Au moyen âge celui qui devenait moine suscitait dans sa famille un mélange de tristesse et de fierté. Il n'allait plus être productif au sens actuel du terme, mais il avait néanmoins un statut reconnu par cette même société. Pour que celui qui est au chômage aujourd'hui puisse être considéré de la même manière, il faudrait que son activité soit valorisée de la même manière que l'était la vie contemplative au moyen âge. Transformer la condition de chômeur en celle de personne en formation qui parallèlement effectue des tâches communautaires peut permettre ceci. Par ailleurs, voir le chômage comme "une occasion de formation" favoriserait également un dialogue plus équitable entre partenaires sociaux où le chômage ne serait plus un épouvantail à éviter à tout prix.